

En solidarité avec la famille de celles et ceux qui sont mort.e.s aux frontières et avec celles et ceux qui organisent les actions



Nous migrons et recherchons l'asile pour vivre !
Nous marchons en solidarité pour résister et
réclamer des droits humains pour tou.te.s

Mobilisation working group of the 45th session Permanent Peoples Tribunal on
the Violations of the Human Rights of Migrant and Refugee Peoples

RIGHTS! No Deaths!
March to Brussels
Sep 30/Oct 1 2022
<https://rights.nodeaths.eu>

Massacre de personnes migrantes et réfugiées à la frontière Europe-Afrique

En solidarité avec la famille de celles et ceux qui sont mort.e.s aux frontières de Melilla le 24 juin 2022 et avec celles et ceux qui organisent les actions du 1er juillet à Rabat et à Melilla.

Le massacre de 29 personnes à Melilla le vendredi 24 juin est la dernière manifestation la plus visible de l'inacceptabilité de la politique d'externalisation et de militarisation des frontières de l'Europe et de l'externalisation de sa responsabilité en matière de politique migratoire vers ses pays voisins.

Une inexorable spirale de décès

Au cours des dernières décennies, nous avons assisté à une inexorable spirale de décès aux frontières de l'Europe, alors que les voies légales pour les migrant.e.s et réfugié.e.s en Europe ont été fermées et militarisées.

Nous ajoutons nos voix à celles croissantes de protestations et de condamnations et demandons urgemment aux gouvernements et à la Commission européenne de mettre fin à cette spirale mortelle de militarisation, de sécurisation et de fermeture des frontières. Ce massacre à Melilla n'est pas le fruit du hasard mais a été permis par une accumulation de choix pendant plusieurs mois - où par exemple les raids massifs sur les camps et le refus délibéré de médicaments et d'autres besoins fondamentaux ont généré des conditions intolérables.

Ce massacre exige de toute urgence que les gouvernements de l'Europe regardent au-delà de leurs frontières et reconnaissent que leur politique de développement, conduites par les entreprises, le commerce et les politiques d'investissements, contribuent largement à la perte des premiers moyens de subsistance, aux déplacements forcés et à l'émigration dans le Sud, y compris en Afrique.

Le détournement du budget de l'UE et les profits des entreprises

De plus, selon un récent rapport intitulé *At What Cost ? (« A quel prix ? »)* publié par le Transnational Institute et Statewatch, le Cadre financier pluriannuel 2021-2027 de l'UE alloue des montants d'argent public sans précédent à la défense et à la sécurité. Le montant global des sommes affectées aux dépenses de sécurité et de défense s'élève à 43,9 milliards d'euros, soit une augmentation de plus de 123 % par rapport au précédent cycle budgétaire de sept ans, qui avait alloué 19,7 milliards d'euros dans le même but. En outre, les États européens, Grande-Bretagne comprise, augmentent également leurs budgets de défense et militaires.

Ces allocations budgétaires anticipent un approfondissement du régime de sécurisation et de militarisation et des méga-profits pour les sociétés privées d'armement et de sécurité, soulevant de profondes inquiétudes quant à l'orientation actuelle des politiques frontalières de l'Europe et de ses politiques en matière de droits humains des migrant.e.s et des réfugié.e.s.

La pratique d'une Necropolitique

Au cours des dernières décennies, et particulièrement depuis l'année 2015, la déformation des politiques migratoires des États européens ont privé les personnes de leurs droits et ont conduit à la normalisation d'innombrables violations des droits humains - de milliers de morts à la détention sommaire illégale, en passant par la brutalité physique et la torture, au séjour prolongé dans des CAMPS le long des frontières et dans plusieurs pays européens, et à l'interdiction du sauvetage en mer. À l'avant-garde de ce mouvement vers la répudiation du droit fondamental d'asile, le gouvernement du Royaume-Uni tente actuellement de renoncer ne serait-ce qu'à son obligation d'examiner les demandes faites à sa frontière en essayant de mettre en œuvre un soi-disant plan de réinstallation au Rwanda. Nous rejetons complètement la possibilité que cela puisse être généralisé comme un modèle pour chaque États européens voulant délocaliser ses responsabilités en matière de protection des réfugié.e.s par la déportation automatique de tous les demandeurs d'asile vers des pays tiers.

Le pendant de cette politique a aussi conduit à des conditions d'exploitation soutenue et des conditions de travail inhumaines pour les milliers de femmes et d'hommes sans papiers contraints de vivre et de travailler ainsi en Europe.

Une résistance mondiale qui croit face aux frontières fermées et militarisées

Nous considérons cette situation comme s'inscrivant dans une tendance mondiale de répression au droit à la vie et au droit de circuler ainsi que de normalisation de la mort des personnes migrantes et réfugiées. Le 27 juin, trois jours après Melilla, nous avons appris la mort de plus de 50 migrant.e.s (enfants, femmes et hommes du Mexique et de plusieurs pays d'Amérique centrale) qui sont morts dans un camion en escale à San Antonio au Texas (États-Unis). Au sein des continents, et à la plupart des frontières entre ceux-ci - Amérique latine et États-Unis, Afrique et Europe, Moyen-Orient, Asie et Europe - les murs sont plus fortement militarisés, sans oublier ceux qui s'étendent de la Palestine au Sahara occidental au Cachemire et dans d'autres régions du monde.

Selon Gianni Tognoni, Secrétaire Général du Tribunal Permanent des Peuples : *"La gravité de ce qui s'est passé [à Melilla] témoigne que le peuple des migrants - quelle que soit son origine et l'histoire de sa répression - est l'indicateur le plus puissant de l'échec de volonté de l'UE -*

niant non seulement son histoire, mais encore plus dramatiquement son avenir en tant que société démocratique. Les événements concomitants de ces derniers jours confirment également que la lutte pour renverser cette évolution systématique de l'Europe, évolution vers un comportement véritablement criminel, est à chaque moment plus urgente."

Les communautés et réseaux de migrant.e.s et de réfugié.e.s, ainsi que les mouvements sociaux, les organisations de défense des droits humains et une société civile engagée ont répondu par de multiples initiatives - du soutien humanitaire à l'organisation de campagne contre ces politiques brutales et inhumaines.

Rejoignez-nous lors de notre Marche vers Bruxelles - Des droits et non des morts ! - et au **Sommet des Peuples sur les migrations** (Du 30 septembre au 2 octobre 2022). Pour plus d'informations, cliquez [ici](#).



Avec de nombreuses autres organisations, nous agissons pour :

- Intensifier des campagnes pour démanteler les régimes frontaliers meurtriers, mettre fin à FRONTEX et demander la démilitarisation et l'ouverture de toutes les frontières et la fermeture des camps.
- Réclamer justice pour ceux qui sont morts, entre autres choses en poursuivant ceux qui commettent ces crimes contre les migrants et les réfugiés.
- Intensifier nos efforts pour construire un Pacte Mondial de Solidarité basé sur les droits humains pour toutes les femmes et tous les hommes - mettre fin au développement néocolonial et raciste et stopper le changement climatique - renforcer les initiatives pour une transition juste. [Signez ici le Pacte mondial de solidarité !](#) un appel à toutes les personnes et organisations qui s'opposent au(x) soi-disant Pacte(s) mondial(s) intergouvernemental(aux) pour les migrations et les réfugiés adopté(s) à Marrakech, au Maroc, le 10 décembre 2018. Nous vous appelons à rejoindre et à construire ce Pacte alternatif de solidarité et d'unité dont l'axe central est la défense des pleins droits des personnes migrantes et réfugiées dans le monde entier.

We are all Migrants and Refugees!!



Together we reclaim Human Rights for all people! Let us build a Global Solidarity Pact!

*Communiqué du groupe de travail
Mobilisation de la 45e session Tribunal
permanent des peuples sur les violations des
droits de l'homme des peuples migrants et
réfugiés.*

(Waling Waling, Ongi Etorri OEE, Stop the Wall Campaign, CFMW, Platform of Filipino Migrant Organisations in Europe, Verità e Giustizia per i Nuovi Desaparecidos, ECVC/La Via Campesina, Sin Fronteras, CRID, FAL, Transnational Migrant Platform-Europe, Transnational Institute, RESPECT Network Europe, London PPT Steering Group).